



CODESRIA

13

ḡmḡ

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

VERSION PROVISOIRE
NE PAS CITER

**L'Afrique dans la mondialisation : du déclassement au
reclassement ? Quelques réflexions**

René Otayek
Université de Bordeaux, Sciences Po.

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

L'Afrique, que l'on disait totalement dévaluée et marginalisée au lendemain de la chute du Mur de Berlin, est-elle en train de voir sa position dans le mouvement de mondialisation réévaluée ? Le déclassement qui lui était promis cède-t-il la place à une dynamique de reclassement et, si oui, quels sont les facteurs qui plaident pour ce reclassement ? L'Afrique dont il s'agit ici est, précisons-le, celle du sud du Sahara uniquement. L'Afrique du Nord n'y sera évoquée que de manière implicite, sa trajectoire politique et économique au cours des vingt dernières années justifiant un traitement particulier même si, bien évidemment, la césure entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne, l'Afrique « blanche » et l'Afrique « noire » ne fait plus guère sens aujourd'hui, en partie, justement, du fait de la dynamique globalisante.

L'Afrique après la chute du Mur : l'ère du chaos ?

Contrairement à ce qui est communément avancé, la chute du mur de Berlin et l'implosion du bloc communiste ne constituent pas l'amorce du processus de déclassement de l'Afrique mais l'aboutissement d'une dynamique globale de démonétisation de l'Afrique dont la fin de la guerre froide signe la consécration. Tout au long de la période 1960-1980, l'Afrique est au cœur de la confrontation entre l'Est et l'Ouest comme l'est le Proche-Orient. Les conflits que connaissent alors l'Afrique centrale (Katanga, enclave de Cabinda) et australe (soutien soviéto-cubain au Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, MPLA, contre l'Afrique du Sud de l'apartheid en 1988, appui occidental aux guérillas anti-communistes) représentent quelques uns des terrains où se déploie le versant africain de cette guerre froide. On peut donc dire que c'est dans cette Afrique que les premières fissures sont apparues dans le Mur et que sont négociées les prémices du repli soviétique et de la fin de la guerre froide.

Celle-ci a incontestablement constitué une ressource stratégique pour les Etats africains, leur permettant de monnayer l'appui (politique, militaire, financier) de l'un ou l'autre bloc en fonction de leurs affinités idéologiques et de leurs alliances diplomatiques. Ils ont en usé comme d'une rente dont la valorisation explique en partie leur capacité à survivre alors qu'ils faisaient face, pour la plupart, à une situation catastrophique :

- Explosion de la dette extérieure
- Effondrement économique et financier
- Institutions réduites à des coquilles vides
- Administrations déliquescents
-

- Corruption endémique et systémique
- Autoritarisme politique
-

Autant de symptômes qui révélaient une crise structurelle de l'Etat et les limites du mode de régulation patrimonial qui avait prévalu depuis les indépendances, crise aggravée par le cycle récurrent des famines et des guerres, puis par la pandémie de Sida.

La fin de la guerre froide rend obsolète cette rente stratégique devenue désormais inutile. Henry Kissinger en signera l'acte de décès officiel, à sa manière, froide sinon cynique, en déclarant, à propos de l'Afrique, que « les mesures empruntées à l'arsenal politique traditionnel de la guerre froide ont perdu de leur pertinence avec la fin de la guerre froide ». Une façon de signifier on ne peut plus clairement la perte de fonctionnalité de cette ressource stratégique. Exit donc l'Afrique ?

Les faits semblent donner raison à l'ancien secrétaire d'Etat puisque l'Afrique va entrer dans ce qu'on a appelé la « décennie du chaos » (1991-2001) marquée par deux phénomènes apparemment paradoxaux : l'amorce des transitions dites démocratiques d'une part et, d'autre part, la multiplication de conflits qui prennent parfois une dimension régionale (Liberia, Sierre Léone, Côte d'Ivoire, région des Grands Lacs, Corne, Afrique centrale) sur fond de développement des trafics et des réseaux criminels (drogues, armes, pierres précieuses, etc.). Paradoxaux, ces deux phénomènes le sont parce qu'on aurait pu attendre des transitions dites démocratiques qu'elles créent les conditions d'une réduction de la violence politique, donc du nombre de conflits, et d'une relance de la croissance, sinon du développement. Or, il n'en est rien et c'est l'inverse qui se produit. Comment expliquer ce paradoxe ? Certainement pas par l'argument culturaliste, répété *ad nauseam*, selon lequel les sociétés africaines seraient, par essence, réfractaires à la démocratie (et au multipartisme comme condition nécessaire mais non suffisante du régime démocratique). Les tâtonnements de la démocratie en Afrique sont plutôt à rechercher dans le caractère inachevé de la plupart de ces transitions qui, souvent, avortent d'ailleurs, l'héritage de la période autoritaire qui continue à peser, fût-ce « en creux », le non renouvellement des élites politiques, la capacité des anciens partis uniques à se maintenir au pouvoir en contournant ou détournant à leur profit les mécanismes électoraux tout en de prévalant de leur adhésion à la norme démocratique devenue universelle avec la fin du modèle soviétique, leur conversion aux règles de la bonne gouvernance édictées par les bailleurs de fonds internationaux et les institutions de Bretton Woods (Banque mondiale et FMI), etc. Dans ce contexte de grande fluidité politique, les Etats africains sont sommés de réaliser, simultanément, trois tâches

prométhéennes : se démocratiser, libéraliser leurs économies et assurer la stabilité politique. L'inconséquence des bailleurs de fonds combinée avec la généralisation de l'incertitude qu'inaugure la période transitionnelle ne pouvait manquer de déboucher sur des scénarios de violence comme mode de réduction de ces incertitudes et d'appropriation des nouvelles opportunités générées par l'ouverture, même limitée voire contrôlée, du jeu politique.

Quoi qu'il en soit, la situation dans laquelle se trouve l'Afrique à la sortie de la guerre froide et durant la décennie qui suivra va susciter une vague sans précédent de jugements négatifs quant à son avenir, connue sous le nom d'afro-pessimisme. La vague est d'autant plus puissante que, dans le même temps, les pays européens donateurs d'aide s'en désengagent et réorientent celle-ci vers les pays de l'Europe ex-communiste qu'il s'agit de reconstruire en les remettant à l'heure de l'économie de marché. Mais en fait, davantage que de désengagement c'est plutôt de redéploiement qu'il conviendrait sans doute de parler, les intérêts européens continuant à se concentrer sur une Afrique « utile », parfois en changeant de mains, cependant que le reste du continent semble voué à retourner à ce que Conrad appelait « l'âge des ténèbres ». Le point d'orgue de cette vague afro-pessimiste sera atteint par le journaliste S. Smith, que l'on avait connu mieux inspiré, avec son ouvrage *Négrologie : pourquoi l'Afrique meurt*, paru en 2003¹. Passant méthodiquement en revue tous les « maux » de l'Afrique, renvoyant dos à dos les Européens pour leur aveuglement, et les Africains pour leur rhétorique de la victimisation, l'auteur conclut sur un « L'Afrique se meurt » sans appel ! Et comme pour lui faire écho, le géographe Y. Lacoste, jamais à court de formules définitives, décrète doctement que « l'Afrique est le désastre du Tiers monde ».

Par delà leur inscription dans une conjoncture socio-historique particulière qui semble leur conférer validité et pertinence, les énoncés afro-pessimistes dissimulent en fait un certain nombre d'implicites, d'impensés salutairement identifiés et déconstruits par les chercheurs en sciences sociales, et notamment certains historiens de l'Afrique comme J.-P. Chrétien et P. Boilley² qui y verront, à juste titre, une résurgence de thèses raciales en vogue au XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}. En fonction de quoi, soulignent ces historiens, l'afro-pessimisme ressortit à une pensée typologique qui assigne aux Noirs un statut de peuple primitif resté à l'écart du progrès humain et de la civilisation. Et, ajouterons-nous, condamnés à y demeurer. Comment d'ailleurs ne pas voir une continuité entre ces thèses et le tristement célèbre discours de Dakar de Nicolas Sarkozy, selon lequel l'Homme africain ne serait pas encore entré dans l'histoire ? Certes, précisent ces historiens, il ne s'agit

¹ Paris, Calmann-Lévy, 2003.

² J.-P. Chrétien (dossier coordonné par), « Misères de l'afro-pessimisme », *Afrique et histoire*, n°3, 2005, p. 183-211.

pas de nier la gravité de la crise qu'a connue l'Afrique dans les années 1990, pas plus que le poids de certains héritages historiques ou les profondes recompositions des sociétés africaines actuelles, source de tensions et de violence. Le sens de la victimisation dont savent faire preuve à l'occasion certains Africains ne saurait pas être éludée non plus, qui leur permet d'exercer une sorte de chantage émotionnel sur l'Occident en vue de maximiser l'aide qu'ils en reçoivent. Mais rien n'est plus erroné que d'attribuer les difficultés de l'Afrique à ses prétendues « culture » et « traditions ». D'une part, parce qu'il n'existe rien qui ressemble à une « culture » africaine immanente et figée dans son substantialisme ; il n'y a que *des* cultures africaines, de même qu'il n'existe pas *une* Afrique « éternelle » et « mystérieuse » mais *des* Afriques. D'autre part, parce que la culture n'est pas un donné immuable et invariant dans le temps et l'espace, mais une construction historique, en constante recomposition et en interaction avec d'autres cultures. Raisonner autrement, c'est faire preuve du culturalisme le plus étroit en oubliant que la crise de l'Afrique ne peut être analysée et interprétée que si elle est historicisée.

De l'afro-pessimisme à l'afro-optimisme ?

Quand on remet en perspective la vague afro-pessimiste avec certains discours tenus aujourd'hui sur l'Afrique, on a le sentiment d'une vague semblable mais d'afro-optimisme à laquelle, bien évidemment il serait présomptueux de céder tant les indices qui sont à l'origine de ce retournement de tendance demeurent fragiles. C'est dire si les constats des bailleurs de fonds, notamment la Banque mondiale, sur le redémarrage de l'Afrique doivent être pris avec prudence sinon circonspection et n'autorisent guère la substitution de l'afro-optimisme à l'afro-pessimisme. Ce qui ne signifie pas que l'Afrique ne dispose pas, aujourd'hui, d'un certain nombre d'atouts qui permettent de nuancer le constat de l'échec radical et, surtout, pèsent sur la manière dont elle peut négocier son insertion dans le mouvement de globalisation.

Insistons d'abord sur l'idée que l'Afrique est bel et bien engagée dans ce mouvement et ce depuis des lustres. La traite négrière, pour n'évoquer que ce phénomène, arabe puis européenne, fut une modalité d'insertion du continent dans ce que F. Braudel appela l'économie-monde. Au XIX^{ème} siècle, la conquête coloniale l'arrima davantage encore au système capitaliste en expansion et aux échanges commerciaux en voie de mondialisation. Ce à quoi on assiste actuellement est donc une accélération de ce mouvement sous l'effet, entre autres, de la diffusion foudroyante des technologies de l'information et de la communication, et de la densification sans précédent des flux et réseaux transnationaux de toutes natures,

licites ou illicites, qui modifient profondément le rapport au territoire, à l'espace et au temps. Dans cette configuration, l'Afrique peut se prévaloir de cinq atouts majeurs.

L'amélioration des grands indicateurs socio-économique et de gouvernance : le rapport 2008 de la Banque mondiale sur la gouvernance en Afrique, relève ainsi des progrès parfois importants dans l'instauration d'une meilleure gouvernance et la lutte contre la corruption. Des pays comme le Ghana, le Liberia, l'Angola, l'Éthiopie, le Botswana, la République démocratique du Congo (!) ou l'île Maurice figurent dans ce palmarès, certains pour leur stabilité politique (Angola), d'autres pour l'efficacité accrue de leurs pouvoirs publics (Éthiopie). Mais tout en notant que d'autres pays comme le Zimbabwe ou l'Érythrée ont vu leurs performances se dégrader, les auteurs de ce rapport prennent soin de préciser que leur classement est à prendre avec précaution car il comporte, de leur propre aveu, une marge d'erreur...

Dans un autre rapport, la Banque mondiale, toujours elle, souligne les bonnes perspectives économiques qui s'offrent à l'Afrique dans son ensemble, celle-ci ayant plutôt bien réagi à la crise financière et économique qui a éclaté à la fin de l'année 2008³. Selon la vice-présidente de la Banque pour l'Afrique, le continent a connu la relance la plus rapide au monde après 2008 et son taux de croissance moyen en 2010 approcherait les 5%. Et celle-ci de conclure : « l'afro-optimisme a supplanté l'afro-pessimisme ».

De fait, l'Afrique attire aujourd'hui plus que jamais les investissements extérieurs car leur taux de rentabilité y est très élevé : ils ont été multipliés par 7 au cours des dernières années. Pour ne prendre que l'exemple du Groupe Bolloré, très présent sur le continent, le chiffre d'affaires de ses activités en Afrique a été de 2 milliards d'euros en 2010, soit le tiers du chiffre d'affaires global du Groupe.

Si les taux de croissance africains sont donc de nature à faire rêver la plupart des ministres occidentaux de l'économie et des finances, il n'en demeure pas moins que les bases sur lesquelles ils reposent sont pour le moins incertaines, d'autant que 95% des exportations des pays africains sont constitués de produits miniers. Une croissance durable suppose donc, comme le disent justement J.-M. Séverino et O. Ray⁴, une diversification de ces exportations, un accès aux marchés du Nord, la consolidation des grands équilibres économiques et financiers, l'amélioration des capacités institutionnelles des États et un environnement politique stabilisé...autant de conditions qui, pour l'heure, sont loin d'être réunies.

³ Sans doute en grande partie parce que l'insertion de l'Afrique dans la mondialisation financière était et reste moins avancée que celle des pays occidentaux et de certains pays asiatiques, sud-américains ou arabes.

⁴ J.-M. Séverino et O. Ray, *Le temps de l'Afrique*, Paris, O. Jacob, 2010.

· *La montée en puissance de nouveaux partenaires internationaux* : il s'agit, en l'occurrence, des pays émergents que sont la Chine, l'Inde, voire le Brésil, tous attirés par les ressources naturelles africaines, en particulier le pétrole dont l'Afrique dispose de 10% des réserves mondiales. L'importance stratégique du pétrole africain est d'autant plus élevée que la sécurité des approvisionnements pétroliers en provenance du Moyen-Orient et d'Asie centrale est fortement tributaire de la situation politique instable que connaissent ces régions. Les Etats-Unis ne s'y sont pas trompés puisque 25% de leurs approvisionnements viendront d'Afrique dans les dix prochaines années.

Le développement de l'exploitation pétrolière en Afrique s'y traduit certes, comme ailleurs bien souvent, par des dysfonctionnements lourds : corruption à grande échelle, détournements, gabegie, mal développement, course à la prédation, et les garde-fous prévus pour assurer une meilleure redistribution de la manne pétrolière et son utilisation raisonnable et durable ne fonctionnent guère comme le prouve le cas du Tchad. Mais le pétrole constitue malgré tout une rente susceptible de valoriser la place de l'Afrique dans la mondialisation. L'intérêt des puissances, y compris émergentes, pour l'Afrique est encore accentué par le fait qu'elle représente un immense marché potentiel, avec notamment l'émergence d'une classe moyenne, comme en Afrique du Sud ou au Ghana, consumériste et ouverte sur le monde.

La présence croissante des pays émergents en Afrique se traduit par un double effet : d'une part, elle modifie les rapports des puissances extérieures entre elles, ainsi que les rapports des puissances « historiques », coloniales (France, Grande-Bretagne, Portugal) avec l'Afrique, suscitant de nouveaux enjeux et de nouvelles compétitions ; d'autre part, elle confère aux pays africains une rente de situation qui pourrait leur permettre d'accroître leur marge de manœuvre en jouant sur la compétition entre leurs partenaires internationaux. Reste à savoir cependant si l'influence croissante d'un pays comme la Chine en Afrique ne va pas y générer de nouvelles formes de dépendance, voire y susciter de nouvelles influences qui viendraient s'ajouter aux influences « historiques » ou s'y substituer, sans que l'Afrique n'y ait grand-chose à gagner. Le fait qu'on commence à y évoquer une « Chine-Afrique » comme on parle d'une « Françafrique » ne prête guère à l'optimisme pour l'instant.

· *La rente sécuritaire* : comme la politique US d'endiguement (*containment*) de l'Union soviétique l'avait fait durant la Guerre froide, la lutte globale contre le terrorisme islamiste a ramené ces dernières années l'Afrique dans le champ des préoccupations sécuritaires

occidentales. Celle-ci est d'autant plus concernée par la stratégie US d'endigement sélectif que s'y sont produits les attentats terroristes contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, et que le Sahara est perçu aujourd'hui comme la principale source de menace du fait de la présence, aux confins algériens, mauritaniens, maliens et nigériens d'*A-Qaïda au Maghreb islamique* (AQMI)⁵. Pour lutter contre cette présence et empêcher son extension plus vers le sud, les Etats-Unis ont élaboré la *Pan Sahel Initiative* tout en soutenant certaines puissances régionales (Nigeria, Afrique du Sud, Kenya) à même de jouer un rôle dans cette lutte en Afrique, le tout, paradoxalement, dans un contexte de déclin de leur aide à l'Afrique, passée de 1,92 milliard de dollars en 1993 à 933 millions en 2000. Et l'on sait que la France est engagée également dans la lutte contre AQMI, à l'origine de l'enlèvement de plusieurs de ses ressortissants et de la mort de trois autres ?

Cet engagement américano-français représente une rente pour bon nombre de pays africains pour au moins deux raisons : d'abord, parce que la perception de la menace terroriste par les Etats-Unis, l'Union européenne et les autres bailleurs de fonds a entraîné, *nolens volens*, une réévaluation du rôle de l'Etat en Afrique. En effet, la crise des années 1990 combinée avec les effets des Plans d'ajustement structurel (PAS) avait entraîné un désengagement de l'Etat et une recomposition, un redéploiement de ses fonctions, y compris celles de nature régaliennne. D'où une multiplication d'espaces territoriaux et sociaux en friches, propices au développement de toutes sortes d'activités illicites, y compris le trafic d'armes et de drogues. La perception de la menace terroriste a donc induit une prise de conscience des dangers que représente une déliquescence accentuée des appareils étatiques et institutionnels, et donc une sorte de retour de l'Etat via le renforcement de ses institutions, de ses capacités administratives et de ses fonctions sécuritaires. Ensuite, parce que la menace terroriste a été instrumentalisée par certains Etats pour accroître leur contrôle social, voire accentuer leur caractère autoritaire en restreignant les libertés au nom de la lutte contre l'islamisme.

Si donc rente il y a, il n'est toutefois pas illégitime de s'interroger sur les conséquences à long terme de l'engagement américano-français au Sahara. Ne risque-t-il pas de s'avérer finalement contre-productif et d'aboutir au contraire du résultat recherché ? La lutte contre le terrorisme islamiste est certes légitime. Mais une approche exclusivement sécuritaire et militaire, portée par des puissances extra-africaines, ne risque-t-elle pas d'être perçue comme une nouvelle aventure aux relents colonialistes par les Etats de la région et,

⁵ Cf. Peter J. Schraeder, « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique », *Politique africaine*, n° 98, juin 2005, p. 42-62.

davantage encore, par les populations concernées, touarègues notamment ? La combinaison marginalisation/pauvreté/frustrations identitaires/ressentiment antioccidental ne risque-t-elle pas d'attiser l'islamisme et de favoriser la jonction, déjà engagée, entre AQMI et certains éléments touaregs, et d'amorcer de nouveaux conflits à dimension régionale ? Le Mali et le Niger, où la question touarègue continue de se poser avec acuité en dépit d'accords jamais appliqués, la Mauritanie, pour d'autres raisons, subissent déjà, et subiraient davantage encore, les effets déstabilisateurs de cette guerre.

· *L'apaisement des conflits régionaux* : la plupart des conflits régionaux que l'Afrique a connus au cours de la décennie 1991-2000 ont pris fin ou sont entrés dans une phase de basse intensité, infirmant ainsi les thèses qui avaient alors couru sur la généralisation de la guerre au sud du Sahara. Ainsi en est-il des conflits libérien, sierra-léonais, angolais ou mozambicain par exemple, aujourd'hui résolus. D'autres foyers de conflits subsistent certes (Somalie, RDC) mais, globalement, une dynamique de paix semble s'être instaurée en même temps que se font plus tangibles les signes de redressement économique. Mais l'activation de nouveaux foyers de conflictualité (dans l'espace sahélo-saharien), l'aggravation de certaines crises politiques qui pourraient dégénérer en guerres civiles (Côte d'Ivoire, Soudan post-référendum) peuvent à tout moment encore enrayer cette dynamique.

· *La rente démocratique* : les transitions dites démocratiques du début des années 1990 ont incontestablement mis l'Afrique à l'heure de la mondialisation de la norme démocratique. Mais, rappelons-le, la fin quasi-générale des régimes autoritaires de parti unique au sud du Sahara n'est pas un effet mécanique de la chute du Mur de Berlin et du vent d'Est qui a soufflé après l'implosion du bloc communiste. Si l'effet diffusionniste initié par la fin du modèle soviétique a bien touché l'Afrique, il est venu y amplifier une revendication démocratique interne antérieure à la chute du Mur, comme lui est antérieure la Conférence nationale souveraine béninoise qui allait emporter le régime marxoïde de M. Kérékou avant d'être érigée en modèle de passage à la démocratie dans la plupart des pays d'Afrique francophone.

Le bilan à même d'être tiré aujourd'hui des transitions démocratiques africaines est certes mitigé, sinon décevant. Dans bon nombre de pays, la transition est restée inachevée quand elle n'a pas avortée ou n'a pas donné lieu à des restaurations autoritaires. Ailleurs, c'est une recomposition de l'autoritarisme qu'on observe sous une apparence de

démocratisation, les préceptes de la (bonne) gouvernance et une certaine libéralisation sous contrôle du jeu politique tenant lieu de démocratie. Ailleurs encore, la démocratie est hypothéquée par l'absence de toute perspective d'alternance politique ou sacrifiée sur l'autel de la stabilité politique, avec le soutien bienveillant ou la complaisance de la « communauté internationale ». Autant dire donc que les « success stories » démocratiques sont rares en Afrique, si l'on excepte quelques pays comme le Mali, le Bénin, le Ghana, la Zambie ou, bien sûr, l'Afrique du Sud où la fin du régime d'apartheid n'a pas donné lieu au bain de sang annoncé par les mauvais augures. Mais il n'en demeure pas moins qu'en s'appropriant, même formellement, la norme démocratique (et les préceptes de la bonne gouvernance), les pays africains se sont dotés d'un « certificat » de respectabilité internationale qui valorise leur position à l'égard des bailleurs de fonds – pas toujours très regardants sur la qualité de la démocratie qui leur est « vendue » - et facilite leur accès à leur aide.

Conclusion

L'Afrique dispose aujourd'hui d'atouts incontestables mais ceux-ci autorisent-ils à conclure à son « reclassement » international ? L'intérêt accru pour l'Afrique est évident ; il suffit pour s'en convaincre d'observer le jeu que s'y livrent les puissances extérieures. Ses atouts sont donc réels mais ils représentent plutôt des « niches » qui demandent à être valorisées ; elles confèrent aux pays africains une marge de manœuvre plus importante qu'elle ne l'a jamais été depuis les indépendances. C'est donc une structure d'opportunités particulièrement favorable qui s'offre à eux pour négocier non pas leur insertion dans la mondialisation – elle est acquise, même si l'Afrique y occupe une position subalterne – mais la place que l'Afrique est en mesure d'y occuper.